

Brochure n° 3034

Convention collective nationale
IDCC : 1090. – **SERVICES DE L'AUTOMOBILE**
(Commerce et réparation de l'automobile,
du cycle et du motorcycle
Activités connexes
Contrôle technique automobile
Formation des conducteurs)

AVENANT « SALAIRES » N° 65 DU 27 NOVEMBRE 2012

NOR : ASET1251481M
IDCC : 1090

Vu l'article L. 2241-1 du code du travail ;

Vu les barèmes de salaires minima annexés à la convention collective, modifiés en dernier lieu par avenant n° 61 du 5 juillet 2011 ;

Considérant que l'ensemble des échelons de la grille des salaires minima doit être positionné au dessus du Smic,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les barèmes figurant au point 1 de l'annexe « Salaires minima » de la convention collective sont modifiés comme suit :

Minima garantis pour 35 heures

Ouvriers. – Employés

(En euros.)

ÉCHELON	MONTANT
12	1 816
11	1 768
10	1 721
9	1 682
8	1 628
7	1 578
6	1 547
5	1 515
4	1 489

ÉCHELON	MONTANT
3	1 468
2	1 452
1	1 437

Maîtrise

(En euros.)

ÉCHELON	MONTANT
25	2 301
24	2 179
23	2 057
22	1 938
21	1 875
20	1 816
19	1 767
18	1 719
17	1 671

Cadres

(En euros.)

NIVEAU/DEGRÉ	MONTANT
V	4 843
IV C	4 358
IV B	4 115
IV A	3 873
III C	3 632
III B	3 389
III A	3 147
II C	2 905
II B	2 663
II A	2 420
I C	2 301
I B	2 179
I A	2 057

Article 2

La valeur du point de formation-qualification, visé à l'article 2.05 et figurant au point 2 de l'annexe « Salaires minima » de la convention collective, est portée à 3,11 €.

Article 3

Le montant de l'indemnité de panier, visée à l'article 1.10 d 6 et 8, et figurant au point 3 de l'annexe « Salaires minima » de la convention collective, est porté à 5,48 €.

Article 4

Il sera procédé au dépôt légal du présent accord, puis aux démarches tendant à son extension dans les meilleurs délais conformément aux dispositions de l'article L. 2261-26 du code du travail.

Article 5

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} mai 2013, à condition que l'arrêté d'extension qui le concerne ait été publié au *Journal officiel* au plus tard le 30 avril 2013. A défaut, la commission paritaire nationale se réunira dès le mois de mai 2013 pour examiner la situation et en tirer les conséquences.

Fait à Suresnes, le 27 novembre 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

CNPA ;
FFC ;
FNAA ;
FNCRM ;
UNIDEC ;
GNESA.

Syndicats de salariés :

CGT-FO ;
CFTC ;
CFE-CGC ;
CSNVA ;
FGMM CFDT.